

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 12 MAI 2026

L'an deux mille vingt-six le **12 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le salon François 1^{er} - Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Sébastien MIRGODIN, Président, suite à la convocation faite le 6 mai 2026, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. JUNG, REMY, FORMET, NEMBRINI, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, PASIAN (suppléant de M. THIEBAULT), Mmes LEROY-DUCARDONNOY, TRUMAUT, MM. COTTON, DELCOMBEL, Mmes FEIGRE, FELICETTI, M. TROLIO, Mmes ASLOUDJ, ROYER, ARMANETTI, MM. PETIT, DUGOIS, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme HERMONVILLE, MM. POIRISSE, DURAND (suppléant de Mme GEOFFROY), NOBLET, Mmes ROBIN, PÉPIN, MM. JEAN, ROYER, GUÉLORGET, LEPAGE, PASSINHAS, BONETTI, MIRGODIN, Mme HUILLET, M. BLONDEAU, Mme OFLAZOGLU, M. LEVASSEUR, Mmes GUÉRINOT, THOMAZÉ, M. MARQUET, Mme MOREAU, M. VIGNEAU, Mme BOBLIQUE, M. HOUDAYER, Mme CAILLAU, M. JOURNAUX, Mmes BLAND, BUCHHEIT, MM. TRIOLET (à partir de 18h08), ROCH, SIMONNOT.

Absents excusés : MM. CAPPÉ, MAUTRAIT, Mme MUNSTER, M. GONTHIER, Mme BLOND, MM. BOURA, GRANDHOMME, VILARD.

8 pouvoirs ont été déposé sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. CAPPÉ, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à M. LEVASSEUR,
- ✓ Mme BLOND donner pouvoir à Mme. BOBLIQUE,
- ✓ M. BOURA donne pouvoir à Mme OFLAZOGLU,
- ✓ M. GRANDHOMME donne pouvoir à M. BLONDEAU,
- ✓ M. VILARD donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h08).

Secrétaire de séance : M. Olivier DELCOMBEL.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ AU PRÉSIDENT

Rapporteur : Monsieur le Président

Etant l'organe exécutif de la Communauté de Communes, le Président est chargé, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du Conseil de Communauté.

Cependant, par délégation expresse de l'assemblée, le Président peut également exercer des fonctions qui sont normalement de la compétence unique de cette dernière.

L'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales prévoit cette possibilité en excluant toutefois 7 domaines importants (vote du budget, du compte financier, fixation des taux et des tarifs,...).

Ce principe de délégation n'a pas pour objet de dessaisir le Conseil de Communauté de certains de ses pouvoirs, il est destiné tout simplement à faciliter au quotidien l'administration de la Communauté de Communes qui, parfois, nécessite des décisions rapides qui ne peuvent attendre la prochaine réunion de l'assemblée.

Toutefois le Président rend compte à chaque réunion du Conseil des délégations qu'il a pu exercer au nom de ce dernier.

Il est proposé de reconduire les délégations accordées au cours du précédent mandat.

Vu l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir décider :

1°/ de confier à notre Président, pour la durée de son mandat, la capacité :

1 - de procéder, dans les limites prévues par les crédits inscrits au budget primitif de l'année et après consultation de différents établissements, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, à l'exclusion des opérations de couvertures des risques de taux et de change), ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Cette délégation s'exercera dans le cadre de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, et dans le respect de la « charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales ».

Les emprunts souscrits dans le cadre de cette délégation ne pourront être que des emprunts classiques (classification 1A de la charte Gissler), étant précisé que la totalité de notre dette actuelle bénéficie de cette classification très favorable. Leur durée ne pourra être supérieure à 30 ans.

2 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

- de fournitures et services ainsi que toute décision concernant leurs avenant dans la limite de 216.000,00 € H.T. ;
- de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans la limite de 1.000.000,00 € H.T..

3 - de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5 - de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;

6 - d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

7 - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600,00 € ;

8 - de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

9 - d'intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, dans toutes les instances introduites ou à introduire auprès de toutes juridictions ;

10 - de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules de la Communauté de Communes jusqu'à hauteur de 16.000,00 € par sinistre ;

11 - de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de deux (2) millions d'euros ;

12 - de prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Communauté de Communes ;

13 - d'autoriser, au nom de la Communauté de Communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

2°/ de convenir qu'en cas d'empêchement de Monsieur le Président, les responsabilités entrant dans le champ de notre présente délibération, seront exercées par les Vice-Présidents dans l'ordre du tableau.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Olivier DELCOMBEL



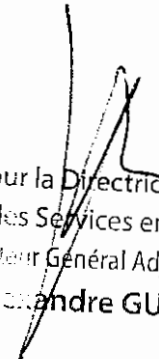
POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Sébastien MIRGODIN



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 15 MAI 2026
et de la publication le 15 MAI 2026
ou de la notification du 15 MAI 2026

Signature
Pour le Président,
Par délégation,
La Directrice Générale des Services

Catherine PELLIS



Pour la Directrice Générale
des Services empêchée,
Le Directeur Général Adjoint des Services
Alexandre GUILLEMIN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.